



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3958

Texte de la question

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Jérôme Chartier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Jérôme Chartier. Monsieur le Premier ministre, l'INSEE vient d'annoncer que la croissance de l'économie française avait atteint 1,7 % en 2011. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Le Gouvernement avait prévu un taux de 1,75 %. Une telle précision marque le sérieux avec lequel ces prévisions sont établies. C'est aussi, monsieur le Premier ministre, le résultat d'une stratégie décidée par le chef de l'État, une stratégie mise en oeuvre par vous-même et par votre gouvernement. Les prévisions des économistes étaient pessimistes. Ils admettront sans doute qu'ils s'étaient trompés.

Cette bonne nouvelle met également fin au spectre de la récession, très largement entretenu toutes ces dernières semaines par l'opposition. C'est M. Hollande qui lance les hostilités le 16 décembre dernier. Il annonce le supposé triple échec de M. Nicolas Sarkozy, constitué selon lui par " l'échec par rapport à l'obligation de croissance, puisque nous sommes en récession ", par " l'échec par rapport à la réduction des déficits " et par " l'échec par rapport à l'objectif de réduire le chômage ".

Deux mois après cette déclaration, les faits désavouent M. Hollande. Il espérait la récession, nous sommes bien en période de croissance, l'INSEE le confirme, et c'est bien là la première erreur de M. Hollande, son premier échec. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Il espérait l'augmentation des déficits,...

M. Jean-Claude Perez. C'est grotesque !

M. Jérôme Chartier. ...nous économisons 4 milliards de plus par rapport aux prévisions de 2011, et c'est bien là la deuxième erreur de M. Hollande, son deuxième échec. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Et puis, il espérait que nous accepterions le chômage comme une fatalité. Mais le chef de l'État, Nicolas Sarkozy, a proposé la vraie, la seule solution durable qui permette de réduire le chômage : baisser le coût du travail pour que produire en France revienne moins cher que chez nos concurrents.

Monsieur le Premier ministre, ces bons chiffres sont le résultat d'une politique tracée par le chef de l'État et que vous avez mise en oeuvre. Pouvez-vous nous donner, s'il vous plaît, votre analyse de ces chiffres de la croissance française ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le député, après une croissance de 1,4 % en 2010, l'économie française a connu une croissance de 1,7 % en 2011, et de 0,2 % au dernier trimestre 2011.

C'est mieux que la zone euro qui affiche, dans le même temps, un résultat de moins 0,3 %. C'est mieux, toujours pour le quatrième trimestre, que l'Allemagne - moins 0,2 %. C'est évidemment mieux que l'Italie - moins 0,7 %. Sur l'ensemble de l'année 2011, c'est mieux que la zone euro - plus 1,5 % -, mais c'est évidemment moins que l'Allemagne qui a connu une croissance de 3 %, ce qui justifie pleinement les réformes que nous avons engagées, en particulier celle dont vous êtes en train de débattre et que la majorité votera dans quelques heures. Elle nous permettra en effet de réduire de 5,4 % le coût du travail pour 80 % des emplois industriels. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Grâce à cette réforme, nous pourrons de nouveau repasser, s'agissant des coûts horaires de l'industrie manufacturière, en dessous des coûts horaires allemands, c'est-à-dire que nous allons retrouver la situation qui

était la nôtre avant 2000, c'est-à-dire avant les réformes sur lesquelles je n'ai pas besoin de revenir devant vous. Ces résultats de l'économie française en 2011 nous assurent désormais un acquis de croissance pour 2012 de 0,3 %. Cela signifie que la perspective d'une croissance minimum de 0,5 % en 2012 est désormais acquise. Cela signifie aussi que nous tiendrons nos engagements en matière de réduction du déficit. Nous les avons tenus en 2011 en passant de 7 % de déficit à 5,3 % - ou 5,4 %, nous attendons les résultats définitifs. Et nous serons bien à 4,5 % en 2012.

Si l'on ajoute à ces résultats le fait que les obligations d'État sont à un niveau historiquement bas, puisque nous empruntons aujourd'hui, à dix ans, à 2,92 %,...

M. Patrick Lemasle. Un million de chômeurs !

M. François Fillon, *Premier ministre*.c'est-à-dire à un niveau qui est quasiment le plus bas que notre économie ait connu, nous avons la preuve que la politique économique conduite par le Gouvernement avec l'appui de la majorité est pertinente et adaptée à la réalité de la situation de l'économie européenne.

(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)

L'opposition voudrait nous faire croire qu'elle tient un discours responsable. Eh bien, si elle veut tenir un discours responsable, qu'elle commence par reconnaître la vérité et cesse de dénigrer l'économie française, le travail des Français et la politique du Gouvernement ! *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Chartier](#)

Circonscription : Val-d'Oise (7^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3958

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 février 2012